PAR MONTS ET RIVIÈRE

Octobre 2020, volume 23, no 7



REVUE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET DE GÉNÉALOGIE DES QUATRE LIEUX SAINT-CÉSAIRE, ANGE-GARDIEN, SAINT-PAUL-D'ABBOTSFORD, ROUGEMONT

Sommaire

- 5 Notes historiques concernant la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville Par : Gilles Bachand
- 9 La triste fin de la Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Césaire fondée en 1896 Par : Jean Breton
- Les Archives nationales : 100 ans au service des Québécois
 Par : BAnQ

Chroniques

2 3 4
•
4
15
15
15
16
17
18
18
19



Le poste électrique de la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville à Saint-Damase



La Société d'histoire et de généalogie des Quatre Lieux a été fondée en 1980. C'est un organisme à but non lucratif, qui a pour mandat de faire connaître et valoriser par des écrits, un site Web et des conférences, l'histoire et le patrimoine des municipalités suivantes : Saint-Césaire, Saint-Paul-d'Abbotsford, Ange-Gardien et Rougemont. Elle conserve des archives historiques et favorise aussi l'entraide mutuelle des membres et la recherche généalogique.

40 ans de présence dans les Quatre Lieux

La Société est membre de :

<u>La Fédération Histoire Québec</u> <u>La Fédération québécoise des sociétés de généalogie</u> <u>Conseil du patrimoine religieux du Québec</u>

COORDONNÉES DE LA SOCIÉTÉ

Adresse postale :	Adresse de la Maison de la	Site Internet :
1291, rang Double	mémoire des Quatre Lieux :	www.quatrelieux.qc.ca
Rougemont (Québec)	Édifice de la Caisse Populaire	Courriels:
JOL 1M0	1, rue Codaire	lucettelevesque@sympatico.ca
Tél. 450-469-2409	Saint-Paul-d'Abbotsford	shgql@videotron.ca
	Tél. 450-948-0778	

SUIVEZ-NOUS SUR FACEBOOK

www.facebook.com/quatrelieux

Cotisation pour devenir membre :	Horaire de la Maison de la mémoire des Quatre
La cotisation couvre la période de janvier à	Lieux:
décembre de chaque année.	Mercredi : 9 h à 16 h 30 h
30\$ membre régulier.	Semaine : sur rendez-vous.
40\$ pour le couple.	Période estivale : sur rendez-vous.

La revue *Par Monts et Rivière*, est publiée neuf fois par année.

La rédaction se réserve le droit d'adapter les textes pour leur publication. Toute correspondance concernant cette revue doit être adressée au rédacteur en chef : Gilles Bachand tél. : 450-379-5016.

La direction laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leurs textes. Toute reproduction, même partielle des articles et des photos parues dans *Par Monts et Rivière* est interdite sans l'autorisation de l'auteur et du directeur de la revue. Les numéros déjà publiés sont en vente au prix de 2\$ chacun.

Dépôt légal: 2020

Bibliothèque et Archives nationales du Québec ISSN: 1495-7582

Bibliothèque et Archives Canada

Tirage: 200 exemplaires par mois

© Société d'histoire et de généalogie des Quatre Lieux

Un peuple sans histoire est un peuple sans avenir





Bonjour,

ctobre est bien installé. Les récoltes se font normalement. Les arbres changent de couleur. La nature suit son chemin, à son rythme nous indiquant que la vie continue malgré tous les questionnements et changements que nous devons vivre.

La Maison de la Mémoire est ouverte les mercredis jusqu'à nouvel ordre. Les bénévoles, que je tiens à remercier sincèrement, sont à l'œuvre pour recevoir, classer, numériser les documents que nous recevons. Ils sont aussi pour vous assister dans vos recherches.

En préparation de la venue de la nouvelle année, notre calendrier historique sous le thème de « L'histoire du chemin de fer dans nos municipalités » est présentement en vente au coût de 10\$.



Bonne lecture et à bientôt

Gilles Laperle Président

Conseil d'administration 2020

Président: Gilles Laperle

Vice-président : Jean-Pierre Benoit **Secrétaire-trésorière :** Lucette Lévesque

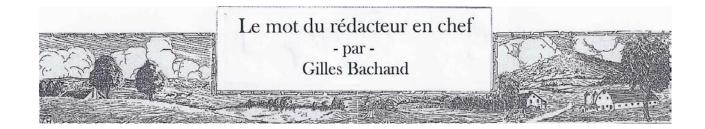
Archiviste: Gilles Bachand

Administrateurs (trices): Lucien Riendeau, Jeanne Granger-Viens, Madeleine Phaneuf,

Cécile Choinière, Jean-Pierre Desnoyers, Fernand Houde, Marie-Josée Delorme

Webmestre: Michel St-Louis Agent de communication: Jean-Pierre Desnoyers

Rédacteur en chef de Par Monts et Rivière : Gilles Bachand



Vous trouverez dans cette revue un court article concernant les débuts d'une coopérative d'électricité unique au Québec. Puis Jean Breton ancien cadre de *Les Clairvoyants, mutuelle d'assurance contre l'incendie,* nous raconte le cheminement de cette mutuelle jusqu'à sa disparition à Saint-Césaire. Puis la BAnQ nous souligne ses 100 ans au service des québécois.

Le conseil d'administration de votre Société a pris la décision de numériser tous les numéros de cette revue et grâce à notre confrère Michel St-Louis, vous pourrez trouver prochainement sur notre site Web www.quatrelieux.qc.ca ces revues en format PDF. Un outil de recherches permettra de trouver l'information pertinente.

Cette collection contient présentement 191 numéros de 1996 à 2020. Par contre les numéros de l'année en cours ne seront pas disponibles. C'est une mine d'information formidable en lien avec l'histoire des Quatre Lieux et la généalogie des familles de notre territoire. En cette année de notre 40^e anniversaire, c'est un magnifique cadeau, vous aurez ainsi accès à des centaines d'articles.

Bonne lecture et de la prudence durant cet événement historique que nous vivons.





Notre fidèle parmi les fidèles lors des activités de la Société n'est plus parmi nous. Camille Leblanc, époux de Mme Cécile Doyon est décédé le 23 septembre 2020, à l'âge de 91 ans. Nous souhaitons à son épouse, à ses enfants et sa famille nos plus sincères condoléances. J'ai connu Camille alors que j'étais président de la Société. Camille avait deux passions : le tennis et l'histoire. Nationaliste, il aimait raconter des anecdotes concernant les politiciens et certains personnages historiques. Il fut membre de notre Société durant 16 ans. Il était présent à presque toutes les activités que nous avons organisées durant toutes ces années et il ne manquait jamais notre rencontre annuelle aux monuments des Patriotes à Saint-Césaire et à quelques occasions, il nous a présenté des conférences très appréciées de nos membres. Bonne route Camille!



Notes historiques concernant la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville

Toute une surprise en 1975!

C'est chez le notaire que nous apprenons mon épouse et moi que la maison patrimoniale que nous venions d'acheter à Saint-Damase était desservie par une coopérative électrique et non par l'Hydro-Québec et par le fait même que nous devenions sociétaires de cette coopérative? À regarder les fils électriques qui se rendaient à la maison, effectivement, ils étaient en place depuis une trentaine d'années... Voulant moderniser cette ligne électrique, je pris contact avec la coopérative à Saint-Jean-Baptiste, expliquant mon problème. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque le responsable me répondit que dans la même semaine, des ouvriers viendraient changer mes fils électriques... Donc plus rapidement, j'en suis certain que l'Hydro-Québec, même aujourd'hui.

Une coopérative d'électricité à Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville en 1944.

Voyons ensemble les débuts de cette coopérative rurale et unique au Québec.

L'office de l'électrification rurale (OER) est fondé en 1945 par le gouvernement de Maurice Duplessis. Elle a pour but de favoriser l'électrification rurale par l'entreprise de coopérative d'électricité. Rappelons que Maurice Duplessis fut premier ministre du Québec de 1944 à 1959. À cette époque c'est la *Southern Canada Power* qui alimente le village de Saint-Jean-Baptiste et d'autres villages dans le sud du Québec, cependant, la compagnie refuse de consentir des taux acceptables aux gens de la périphérie qui doivent s'organiser euxmêmes. « En fait, on a ici l'illustration presque parfaite des limites du



système en place avant l'intégration des compagnies privées à l'Hydro-Québec : la SCP exploitant ses choux gras dans les communautés et laissant les écarts se débrouiller avec le reste du territoire non rentable. Déjà bien bonne de leur vendre de l'énergie, qu'ils se débrouillent pour la distribuer ! » ¹

C'est le 24 septembre 1944, que tout a commencé.

C'est dans l'entrepôt à pommes de M. Calixte Bienvenue, dans le rang Le Cordon qu'une quarantaine de citoyens vont se rassembler dans le but de fonder une coopérative de distribution d'électricité dans la paroisse de Saint-Jean-Baptiste. Durant cette réunion, les personnes présentes s'entendent pour dire que : « La coopérative est le meilleur moyen pour bénéficier de l'électricité à un taux raisonnable à cause de la distance séparant les propriétés et le taux élevé exigé par la compagnie Southern Canada Power pour la construction d'une ligne et la fourniture du courant à

_

¹ Jean-Guy Fleury, Les Porteurs de lumières l'histoire de la distribution de l'électricité au Québec, Sainte-Foy, 2004, p. 100.

la campagne. » ² La première assemblée officielle se tient le 9 novembre 1944. Le bureau de direction la *Société Coopérative Agricole de distribution d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de-Rouville* se compose de : Calixte Bienvenue président, Jean Bernard Théberge à la vice-présidence et M. Guy Daigneault secrétaire. On décide lors d'une assemblée tenue le 13 novembre 1944, qu'il n'y aura pas d'extension du réseau avant d'avoir complété les travaux de lignes dans le rang des Trente, des Soixante, du Cordon de la Montagne et des Dix Terres.

Le 17 juin 1945, le premier ministre Maurice Duplessis et deux membres de son cabinet : Roméo Lorrain, député de Papineau et ministre des Travaux publics et Laurent Barré député de Rouville et ministre de l'Agriculture ainsi que plusieurs députés de la région et des notables de Saint-Jean-Baptiste assistent à l'inauguration officielle et à la bénédiction de la coopérative. Pour le premier ministre Duplessis : « La coopérative c'est l'épanouissement de la charité, c'est la clé du succès et l'artillerie puissante pour combattre la dictature économique. Si chacun de nous fait sa part et selon ses talents, nous allons bâtir et garder quelque chose de solide et c'est la coopérative. Vous l'avez tous compris et je veux vous en féliciter, car la coopérative c'est la formule de salut pour nous tous. Sachons coopérer pour la grandeur de la race et du pays. »³



Laurent Barré député de Rouville et ministre de l'Agriculture s'adressant aux invités lors de l'inauguration officielle de la coopérative en 1945

Lors d'une assemblée générale le 22 septembre 1945 la S.C.A. de distribution d'électricité devient à partir de ce jour la *Coopérative Régionale d'Électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville*. Le réseau accueille de nouveaux membres situés dans la Branche du Rapide, le rang du Vide, le rang de la Branche du Pin Rouge, le rang Saint-François, le Rang de la Côte Double, le Rang d'Argenteuil, le rang Saint-Louis, et le rang Corbin. Ceci amène sur le conseil d'administration un directeur de Marieville, un de Sainte-Angèle-de-Monnoir, et deux de Saint-Damase. Au fil des ans la coopérative va moderniser son réseau et augmenter continuellement sa clientèle auprès du monde rurale de la région.

-

² René Montambeault, « Coopérative régionale d'électricité » *Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville 1797-1997*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 1997, p. 109.

³ Le Devoir, La coopérative d'électricité de Saint-Jean-Baptiste, 18 juin 1945, p. 10.

Une seconde date importante le 23 avril 1963.

Les membres de la *Coopérative régionale d'Électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville* réunis en assemblée générale, affirment unanimement que leur coopérative n'est pas à vendre. Ce soir-là et sans le savoir, ils venaient de faire en sorte que leur coopérative serait la dernière de l'histoire québécoise.

En décembre 1963, 46 coopératives électriques acceptent l'offre du gouvernement du Québec sauf celle de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, ajoutant 70 000 clients et 300 employés à la société d'État. Une grande partie des réseaux municipaux acceptèrent aussi l'offre d'achat d'Hydro-Québec et sont fusionnés.

C'est à partir du 14 juin 1967, que la Coopérative ajuste son tarif domestique sur celui d'Hydro-Québec. 10 ans plus tard soit le 12 avril 1977, elle décide d'exiger les mêmes tarifs d'Hydro-Québec en vigueur dans la région Richelieu.



Maurice Duplessis (2^e à gauche) inaugure la station électrique de Sainte-Madeleine en présence du curé de Saint-Jean-Baptiste, Samuel Léveillé.

On souligne le $50^{\rm e}$ anniversaire de la Coopérative en 1995.

Voulant souligner en grand son 50^e anniversaire, la Coopérative lance une invitation à tous ses membres et à tous ceux qui ont œuvré au sein de la Coopérative soit comme monteurs de ligne, administrateurs, électriciens ou employés de bureau, d'assister à son assemblée annuelle bien particulière le 11 avril 1995. Après une réception et une visite des lieux, on remet à chaque personne présente une plaque commémorative, un stylo du 50^e , et une épinglette du logo de la Coopérative. Cependant ce seront les membres de la coopérative qui vont être choyés. De ces tropperçus de 896 849\$, une somme de 250 000\$ sera retournée directement aux membres en crédit sur leur facture d'électricité et 600 000\$ leur est remis sous forme de parts privilégiées. En plus, le conseil d'administration décide de racheter les parts privilégiées (B) émises aux membres en 1990 et 1991.

.

Ceci représente un autre crédit sur les factures des membres pour un montant additionnel de 300 000\$. Aujourd'hui, les membres-abonnés de la Coopérative, reçoivent une ristourne annuelle représentant de 10% à 13% de leur facture d'électricité.

La crise du verglas en 1998

En 1998, lors de la crise du verglas, la Coopérative a frôlé la faillite. La région de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville faisait partie du « *triangle noir* », la zone la plus touchée par les pannes. De 30% à 40% du réseau fut alors détruit par le verglas et les vents. Grâce à des subventions gouvernementales, la Coopérative a pu remettre son réseau en état de marche.

Aujourd'hui la Coopérative est présente dans 16 municipalités de notre région.

La Présentation, Marieville, Mont-Saint-Grégoire, Mont-Saint-Hilaire, Rougemont, Saint-Alexandre d'Iberville, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Damase, Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, Saint-Mathias-sur-Richelieu, Saint-Pie, Sainte-Angèle-de-Monnoir, Sainte-Brigide d'Iberville, Sainte-Cécile-de-Milton, Sainte-Madeleine et Sainte-Sabine en font partie.



50 années de présence dans notre région en 1995

Gilles Bachand

La triste fin de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Césaire fondée en 1896

Introduction

J'ai profité du confinement pour écrire mes mémoires concernant la triste fin d'une mutuelle agricole fondée à Saint-Césaire, en 1896; il se peut, après 25 ans, que ma mémoire ait subi des distorsions ou des oublis. Si d'anciens employés veulent ajouter leurs souvenirs, j'en serai fort heureux.

Jean Breton, 78 ans, Ouébec.

« La fondation de la "Mutuelle d'assurance contre l'incendie de Rouville – Saint-Hyacinthe" remonte à 1896 à Saint-Césaire.

Lors de la fondation de la Fédération des Mutuelles-Incendie, en 1956, il y a environ 239 mutuelles et le nombre diminue à environ 214, en 1976, lors de la création de la Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec qui, dès 1977, modifie son nom pour la Société mutuelle de réassurance du Québec. Toutes ces mutuelles se spécialisent en assurance agricole et leurs conseils d'administration ne comptent habituellement que des producteurs agricoles.



Visite des nouveaux locaux de la Mutuelle

L'occupation des nouveaux locaux par La Mutuelle contre l'Incendie de Rouville-Saint-Hyacinthe, a été marquée par une réception et vin d'honneur, à laquelle assistait plusieurs représentants de divers organismes.

Le siège social de la Mutuelle, est maintenant situé au 2001, route Nationale 112, à Saint-Césaire et offre au personnel des locaux plus vastes et éclairés cependant que la clientèle à une ère de stationnement beaucoup plus avantageuse qu'auparavant. Le tout favorisant de meilleurs services au public.

Le directeur de la Mutuelle contre l'Incendie de Rouville-Saint-Hyacinthe, que nous apercevons au premier plan, a guidé les invités dans la visite des nouveaux locaux et a donné des explications sur le fonctionnement opérationnel du bureau. Debout, MM. Normand Fontaine, président de la Fédération Mutuelle Incendie; Jacques Douville, directeur de la F.M.I.; Paul-Émile Larose, président de la Mutuelle Incendie de Rouville-Saint-Hyacinthe; Me Gilbert Denicourt, président de la Caisse Populaire de Saint-Césaire; Paul Guévremont, directeur de la M.I.R.H.; Claude Létourneau, maire de la paroisse de Saint-Césaire, et Robert Coderre, directeur de la Caisse Populaire Saint-Césaire.

Nouveaux locaux au 2001, route 112 à Saint-Césaire

Lors de la fondation du groupe Promutuel en 1983, (suite à la fusion de la FMI et de la SMRQ), il en reste environ 50. Celle de Saint-Césaire fait partie du groupe de 5 mutuelles qui se séparent du mouvement. Elle modifie alors son nom pour *Les Clairvoyants, mutuelle d'assurance contre l'incendie* et garde son siège social au 2001, route 112 à Saint-Césaire. Elle engage un courtier d'assurance de Montréal pour prendre la direction de la mutuelle.

En 1984, elle fusionne avec la *Société mutuelle d'assurance d'Iberville – Saint-Jean*, de Saint-Jean-sur-Richelieu dont les bureaux demeurent au 204, rue Richelieu, Saint-Jean-sur-Richelieu.

En novembre 1984, je suis engagé au poste de Directeur de l'assurance automobile car la Mutuelle vient d'obtenir son permis en ce sens. L'offre est assez intéressante pour nous convaincre ma famille et moi de quitter Québec.

Quelques semaines plus tard, la fusion de la *Société mutuelle d'assurance du comté d'Argenteuil*, située au Centre d'Achats de Lachute double les opérations; je suis promu Directeur Général Adjoint et responsable des bureaux de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Lachute, ce qui implique des voyages mensuels. Rapidement, le bureau de Saint-Jean-sur-Richelieu ferme et quatre employés sont transférés à Saint-Césaire mais, un local est loué au centre-ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour permettre à nos agents d'assurance d'avoir un bureau de service pour la clientèle. Je me rends souvent au bureau pour rencontrer nos agents et répondre à leurs préoccupations. En 1987, notre actuaire nous informe de la popularité grandissante des compagnies d'assurance-vie qui diversifient leurs opérations en achetant des compagnies d'assurance générale.

Elle nous présente une mutuelle d'assurance-vie de Saint-Hyacinthe qui, après plusieurs rencontres, fait une offre intéressante. Mais, Les Clairvoyants étant une mutuelle, elle doit d'abord se convertir en capital-actions! Il faut poster 18,000 enveloppes à nos mutualistes des 5 dernières années pour leur demander de voter sur l'offre de La Survivance. Le Bureau de Poste de Saint-Césaire est averti de l'arrivée en quelques jours des 18,000 enveloppes; il nous prête la machine à timbres afin que nous passions nous-même les enveloppes dans l'appareil, ce que nous faisons le soir. Les membres ayant accepté l'offre, nous leur envoyons (18,000 enveloppes) des actions de 100\$ chacune dont le nombre était au pro-rata du total des primes d'assurance payées dans les cinq dernières années. *La Survivance* achète environ 64% des actions et prend le contrôle en 1988, l'année de son 50^e anniversaire célébré avec faste.

Constituée en 1938, La Survivance, Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie a succédé à l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, une société de secours mutuels fondée en 1874. Le président oblige le personnel cadre (5) à acheter des actions comme gage de leur confiance dans l'administration (?). Il nous annonce que la synergie entre les deux compagnies va permettre de grosses économies mettant en commun plusieurs services. Bref, nous sommes voués à un brillant avenir! Le nom est modifié pour Les Clairvoyants, Compagnie d'Assurance Générale Inc. Le conseil d'administration se compose maintenant des membres des Clairvoyants et de ceux de La Survivance, soit 17 membres plus le directeur général de la compagnie Les Clairvoyants, Compagnie d'Assurance Générale Inc.

Rapidement les problèmes surgissent lors des conseils d'administration; les administrateurs de l'assurance-vie ne possèdent pas de connaissance de l'assurance générale mais, ils sont majoritaires. De plus, les 25 agents de l'assurance-vie, ayant un permis d'assurance générale, répartis dans les huit bureaux régionaux de la Survivance entrent en conflit avec le secteur général qui refuse des risques ne répondant pas aux normes d'acceptation; les agents craignent de perdre l'assurance-vie de leurs clients.

L'année 1988 dégage un faible surplus de 974,000\$ sur un revenu de primes 5,733,000\$ moins la réassurance de 591,000\$; elle est suivie (1989) d'une perte de 10,000\$ sur un revenu de 5,023, 000\$ moins la réassurance de 1,469,000\$. L'augmentation des risques acceptés, suite aux pressions du secteur vie fait aussi augmenter les primes de réassurance.

L'année 1990 révèle un surplus de 97,000\$ sur un revenu de primes de 5,132,000\$ moins la réassurance de 1,100,000\$ alors que 1991 dévoile une perte nette de 1,455,000\$ sur un revenu de primes de 8,427,000\$ moins la réassurance de 2,855,000\$ suite à un redressement comptable concernant les années 1989 et 1990. Pendant ce temps, le bureau de Lachute est fermé causant la mise-à-pied de deux employées, et, le Conseil d'administration accepte enfin de créer un fonds de pension pour les employés. La forte augmentation des primes est causée par un gros courtier d'assurance de Montréal qui a de bonnes relations avec la direction forçant Les Clairvoyants à accepter de gros risques commerciaux rapportant des sinistres 2 fois plus élevés qu'auparavant. Les primes de réassurance passent de 1,213,000\$ à 2,855,000\$. Une quinzaine de réassureurs se partagent les risques et le courtier de réassurance de Los Angeles, non bilingue, fait augmenter les frais de communications; lors de ses visites, étant le seul bilingue, je dois faire la traduction simultanée même au restaurant à l'heure du dîner!

L'année 1992 montre un surplus de 158,000\$ avec un revenu de primes de 9,839,000\$ et des sinistres en baisse de 500,000\$; hélas, la chute brutale survient en 1993 lorsque la perte nette atteint le niveau de 1,165,000\$ suite à une augmentation de sinistres de 1,600,000\$ et de primes de réassurance ayant doublées. Le revenu de primes atteint 10,422,000\$ suite à une autre augmentation de risques commerciaux. L'année se termine avec des capitaux propres de seulement 3,048,000\$; la loi des assurances exige un minimum de 3,000,000\$ et, comme l'année 1994 débute par trois gros sinistres totalisant environ 1,5000,000\$, le ministère ordonne la vente rapide de la compagnie pour les raisons suivantes : *La Survivance* n'a pas la capacité financière d'augmenter le capital et le ministère refuse de mettre en faillite un assureur afin d'éviter la panique dans la population.

Lors de la réunion du C.A. pour approuver la mise-en-vente, le directeur-général subit une défaillance cardiaque et est transporté en ambulance à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe. Le lendemain, à 8h30, le président m'appelle pour me nommer directeur général par intérim sans changement de salaire ni boni!

La dernière réunion du C.A. a lieu en ma présence au bureau de *La Survivance* et se termine par un dîner dans un restaurant dispendieux à Saint-Hyacinthe; le président me remet la facture (18 personnes) en me demandant de la remettre au comptable! Nous avons les moyens de la payer puisque nous sommes en faillite!!!

Très rapidement, la *Société Nationale d'Assurance* fait une offre d'achat conditionnelle à la vérification des livres; celle-ci a lieu le 2^{ième} samedi d'avril, le comptable et moi recevons au bureau le président et le directeur des sinistres. Nous avons réussi à dîner avec eux mais, ils étaient très renfermés. Jeudi, le 4 mai 1994, notre président m'appelle pour m'informer que la vente est conclue au prix de 15% de la valeur des actions; le nouveau directeur général va nous rencontrer le lendemain. Comme dans toutes les ventes ou fusions de compagnies, le nouveau patron affirme qu'il n'y aura AUCUN changement de personnel!

Alors commence la longue agonie des 19 employés de Saint-Césaire...

Lundi le 8 mai, le directeur des sinistres est convoqué au bureau du directeur général au centre-ville de Montréal; il revient au bureau de Saint-Césaire vers midi et nous montre ses papiers de mise-à-pied; ses dossiers sont immédiatement transférés au centre-ville. À tous les mercredis, le directeur général de la SNA vient passer la journée au bureau pour étudier le fonctionnement général. En juin, notre directeur général est transféré au centre-ville et devient représentant auprès des courtiers d'assurance générale; je suis nommé chef-de-bureau.

L'administration de *Les Clairvoyants, Compagnie d'Assurance Générale Inc.* se fait maintenant au bureau de la *Société Nationale d'Assurance*, à Montréal. Le bureau de Saint-Césaire devient un bureau de service à la clientèle et la MOITIÉ des employées est mis-à-pied.

Avant de partir en vacances en juin, j'apprends que je serai transféré à Montréal à mon retour pour prendre la responsabilité de l'assurance agricole; j'avertis mon propriétaire que je mets fin au bail de mon logement le 1^{er} juillet ne désirant pas voyager de Mont-Saint-Hilaire à Montréal. À mon retour, on m'annonce que le transfert est annulé; l'administration veut garder l'agricole près des assurés. Je contacte mon propriétaire qui m'informe que le logement n'étant pas loué, je peux renouveler le bail, ouf! En septembre, notre ancien directeur général est mis-à-pied.

En octobre, le comptable déménage au bureau de Montréal et donne sa démission un mois plus tard, n'étant pas capable de s'adapter aux déplacements (L'Acadie-Montréal) ni aux procédures de travail. Pendant ce temps, à chaque mercredi, je dois expliquer au directeur général (engagé quelques mois auparavant) qui avait fait une carrière en assurance-vie, que les changements qu'il veut faire ne sont pas applicables à cause de la loi de l'assurance-générale et de notre programme informatique qui demeure en vigueur jusqu'à la dissolution de la compagnie. Las de mes commentaires, il m'enlève la responsabilité de chef-de-bureau, en novembre, et la confie à la directrice des ventes.

Au début de janvier 1995, la chef-de-bureau donne sa démission ne pouvant s'entendre avec le directeur général qui la remplace aussitôt par une inconnue ne connaissant rien en assurance générale. Je suis maintenant le seul survivant des 5 employés cadres.

Puis, en mars, la SNA prend le contrôle de *L'Union Québécoise, mutuelle d'assurance générale*, spécialisée en agricole comme nous et située à Trois-Rivières. Alors à la mi-mai, le directeur général de Trois-Rivières vient me rencontrer à Saint-Césaire pour m'annoncer que nos dossiers agricoles sont transférés chez-lui; il me laisse le choix : je suis les dossiers ou je suis mis-à-pied! J'accepte d'aller travailler à Trois-Rivières dès le lendemain. Il m'informe d'une baisse de salaire de 8,000\$ par année et d'une allocation de 100\$ par semaine pour les frais de déplacements jusqu'à mon déménagement qui a lieu le 24 juin et qui est remboursé à seulement 50%!

Le jour du référendum, lundi le 31 octobre, le directeur général de la SNA est congédié, et, vendredi, le 3 novembre, prétextant que le dernier dossier ayant été rapatrié, mes services ne sont plus requis; je suis mis-à-pied avec une indemnité de départ de 2 semaines après 11 ans de service! Ne voyant pas de possibilité dans l'assurance générale à Trois-Rivières, je reviens à Québec, le 16 décembre 1995.

À l'été 1997, j'apprends que le bureau de Saint-Césaire est fermé après 101 ans de présence; *Les Clairvoyants* font maintenant partie de l'histoire de Saint-Césaire. »

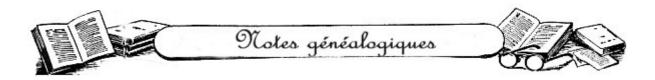
Jean Breton

Jean Breton fut : Président – 2012-2014; Trésorier – 2014-2020.

Il est présentement : Directeur depuis 2020, De la Société d'histoire de Charlesbourg.

Nous avons reçu pour nos archives, cet article de M. Jean Breton. Je pense qu'il apporte un éclairage nouveau sur la disparition de la mutuelle de Saint-Césaire.

Merci beaucoup monsieur Breton pour toutes ces précisions. Voir le fonds de Saint-Césaire. Voir aussi l'article de Gilles Bachand, *Une compagnie d'assurance présente à Saint-Césaire pendant 100 ans de 1896 à 1996*, Par Monts et Rivière, janvier 2017, p. 8-10.



Les Archives nationale : 100 ans au service des Québécois

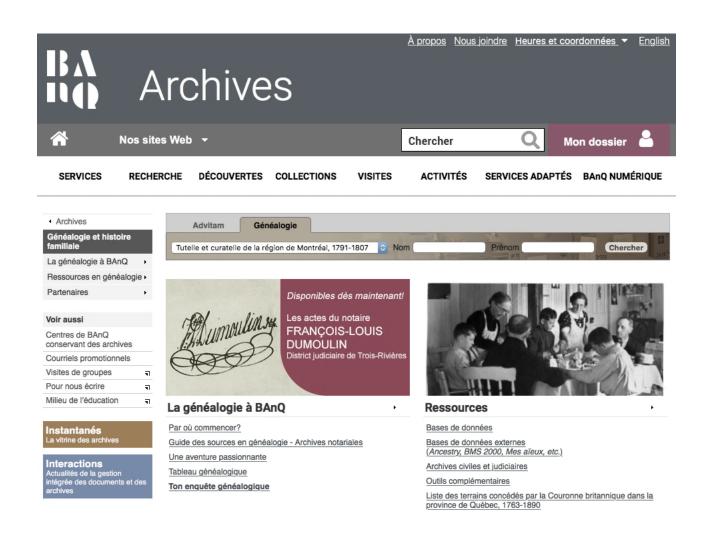
Créées en 1920 par l'Assemblée législative, les Archives nationales du Québec sont alors confiées à Pierre-Georges Roy, qui a le mandat de prendre soin des archives rassemblées depuis l'époque de la Nouvelle-France et de mettre en œuvre une politique de sélection, de conservation et de mise à disposition des documents publics ainsi que d'archives privées d'intérêt public.

Cent ans plus tard, les Archives nationales du Québec, ne comptent pas moins de 67 kilomètres linéaires de documents textuels, des millions de photographies, des milliers de films et quelques 13 millions de documents numérisés. Elles accueillent chaque année les documents cruciaux de 2300 ministères et organismes publics. Toutes ces archives racontent plus de 400 ans d'histoire!

Précieuses pour le grand public comme pour les chercheurs

Les Archives nationales conservent les innombrables histoires qui, rassemblées, constituent l'histoire de la nation québécoise. Des grandes dates du Régime français aux récents bouleversements technologiques, de la culture à la politique, de la généalogie aux sports et loisirs, du monde juridique à la vie sociale, les Archives regroupent les matériaux visibles et invisibles qui, progressivement, ont contribué à l'aménagement de la société québécoise dans toute sa diversité. Archives publiques et archives privées cohabitent dans les réserves et sur le portail Web de BAnQ. Elles constituent le socle indispensable de ce que nous devons conserver pour rester nous-mêmes dans les mutations continues du monde.

Le public a accès gratuitement à ces archives, que ce soit en ligne ou dans l'un des 10 centres d'archives de BAnQ répartis sur tout le territoire du Québec. Ce vaste ensemble documentaire offre un inépuisable potentiel de recherche et d'inspiration pour les historiens, sociologues, géographes, créateurs, écrivains, cinéastes, journalistes... pour tous!



Plus de 33 000 visites à notre site Web!

Comme nous le voyons, les chercheurs viennent et reviennent consulter notre site Web. En effet il possède une mine de renseignements en relation avec l'histoire des Quatre Lieux et de la région immédiate ainsi que des références généalogiques pour toutes les personnes intéressées à découvrir davantage de connaissances familiales, le vécu de l'ancêtre, ses pérégrinations, etc.

Une fois ces recherches complétées, des bénévoles vous recevront à la *Maison de la mémoire des Quatre Lieux* pour vous aider dans votre démarche et aussi recevoir des conseils concernant l'utilisation des outils informatiques connus : Ancestry, Généalogie Québec, Archives nationales, etc.

Bienvenue chez vous!



Pêle-mêle en histoire...généalogie...patrimoine... des suggestions... de Gilles Bachand

Patrimoine à Saint-Paul-d'Abbotsford



On isole et rénove durant la période estivale la salle communautaire Fisk à Saint-Paul-d'Abbotsford

Nouveaux membres de la Société

Nous vous souhaitons la bienvenue et beaucoup de plaisirs parmi nous Lucie D. Brodeur

PROCHAINES RENCONTRES DE LA SHGQL ---À mettre à votre agenda---

Annulées à cause de la pandémie du Coronavirus (COVID 19) au Québec.

Activités de la SHGQL

Été 2020 continuation du projet : Le circuit historique et patrimonial de Saint-Césaire. Les panneaux : 7, La place du marché ; 8, La ville de Saint-Césaire et ses édifices municipaux : 9, La maison du Saint-Frère André. Chargé du projet : Gilles Bachand

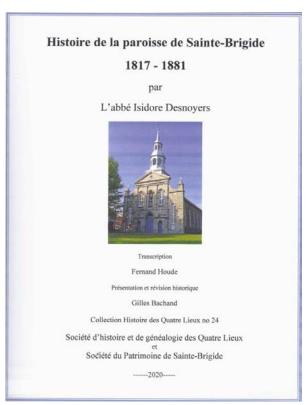
Été 2020 Édition du livre soulignant le 40^e anniversaire de la Société.

Bachand, Gilles et Lucette Lévesque. La Société d'histoire et de généalogie des Quatre Lieux au fil des ans, Rougemont, Société d'histoire et de généalogie des Quatre Lieux, 2020, 292 p.

9 septembre ouverture pour la saison, de la Maison de la mémoire des Quatre Lieux à Saint-Paul-d'Abbotsford. Des bénévoles sont sur place tous les mercredis.

23 septembre 2020, assemblée de l'exécutif.

À l'ordre du jour : les projets de panneaux historiques et patrimoniaux pour Saint-Césaire et La Route des Champs, 40^e anniversaire de la Société, nos prochaines publications, le projet Mémoires vivantes à Saint-Césaire, le calendrier 2021, la cotisation des membres, etc.



Notre 24^e publication à vendre 30\$ Contactez le secrétariat de la Société

Nouveautés à la bibliothèque ou aux archives de la SHGQL



Toutes nos nouvelles acquisitions ou dons sont systématiquement exposés dans le présentoir de nouveautés pour une période d'environ un mois, puis placés sur les rayons de notre bibliothèque ou directement dans nos archives.

Don de André Tétreault

Hébert, Michel. Un train de banlieue bucolique Montreal & Southern Counties Railway, 32 p.

Don de Nicole Désautels

Gagnon, Gilberte. *Le parcours de ma vie*, Granby, Impression Totale, 2006, 307 p. Mme Gagnon a enseigné à Saint-Paul-d'Abbotsford de 1961 à 1983. Biographie, récits de voyages, etc.

Roy, Raoul. *Le chant de l'alouette cinquante chansons folkloriques canadiennes*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969, 104 p.

Fleury, Jean Louis. Les Porteurs de lumières L'histoire de la distribution de l'électricité au Québec, Montréal, Éditions MultiMondes, 2004, 491 p.

La Ferme (Revue). Aide-mémoire agricole, Montréal, 160 p.

Bériau, Oscar B. *La teinturerie domestique*, Québec, Ministère de l'Agriculture, bulletin no 113, 1932, 188 p.

Laberge, Richard. Le petit manuel des poêles à bois, Montréal, Éditions Univers, 1980, 103 p.

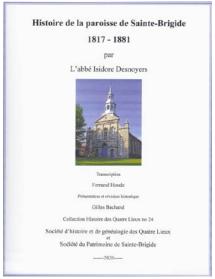
Lavallée, Gérard. Anciens ornementalistes et imagiers du Canada français, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1968, 98 p.

Don de Simon Gauvin

Gauvin, Joseph. Livre manuscrit de pratique, tenue de comptes, anglais, commercial, de Joseph Gauvin au Collège de Saint-Césaire 2 janvier 1880, 217 p.



--- Nouvelles publications ---



Histoire de la paroisse de Sainte-Brigide Coût : 30\$



Calendrier historique 2021 L'histoire du chemin de fer dans nos municipalités Coût 10\$

Nous espérons faire le lancement de ce volume cet automne à Sainte-Brigide.



Malheureusement, il n'y a pas eu aucune activité durant l'été, à cause de la pandémie du Coronavirus (COVID 19) au Québec.



Merci à nos commanditaires



Claire Samson

Dénutée d'Iherville

Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de culture et de communications et pour la protection et la promotion de la langue française et pour la région de la Montérégie



Place aux citoyens

Hôtel du Parlement

1045, rue des Parlementaires Bureau 3.89 Québec (Québec) G1A 1A4

Tél.: 418 644-1458 Téléc.: 418 528-6935 claire.samson@assnat.qc.ca

Bureau de circonscription

327. 2º Avenue Saint-Jean-sur-Richelieu QC J2X 2B5 Téléphone : 450 346-1123 Sans frais : 1 866 877-8522

Télécopieur : 450 346-9068 claire.samson.iber@assnat.qc.ca







Ministre Nathalie Roy

Secrétariat du Conseil du trésor · iedec 🗪 🕸

Ministre Christian Dubé Ministre responsable de la région de la Montérégie





Chevaliers de Colomb conseil 3105 Saint-Pauld'Abbotsford



770, rue Principale Granby (Québec) J2G 2Y7

Téléphone: 450-378-0101 1-800-363-8971 Télécopieur: 450-378-5189 ger.qc.ca









Sylvain Gagné 530, rue Edouard Granby, QC J2G 3Z6 Tél.: 450 777-4977 Cell: 450 777-9779 Fax: 450 777-8652 sanieco@bellnet.ca



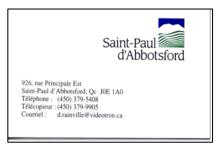
























Nous recrutons à Saint-Césaire



Ils ont à cœur notre histoire régionale!